

Bourassa parlera à la fin du Sommet francophone

■ QUEBEC — Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a décidé hier d'exercer son droit de parole à la séance de clôture, plutôt qu'à celle d'ouverture du premier Sommet francophone qui réunira une trentaine de pays, du 17 au 19 février, à Paris.

YVON LABERGE
de notre bureau de Québec

Au cours d'une conférence de presse convoquée hier soir, juste avant qu'il ne préside à un dîner offert par le Québec aux responsables de la préparation du Sommet francophone réunis dans la Vieille capitale, M. Bourassa a expliqué que c'est par choix qu'il a arrêté cette décision.

« Nous avons le choix, a-t-il dit, et je m'adresserai (donc) aux participants du Sommet francophone à la séance de clôture. »

En fait, si le premier ministre

a agi de la sorte, c'est aussi parce que le gouvernement qu'il dirige entend être l'hôte du deuxième Sommet francophone qui pourrait se réunir à Québec, dans deux ans. M. Bourassa estime même que les chances qu'il en soit ainsi sont excellentes.

On se souviendra que, pas plus tard que la semaine dernière, le premier ministre avait déclaré accepter volontier que M. Brian Mulroney soit seul à parler au nom des francophones d'Amérique à l'ouverture du Sommet francophone, mais, cela, assorti de deux conditions :

■ d'abord, qu'aux termes des négociations qui ont cours entre les délégués des pays participants, que le consensus veuille que la séance d'ouverture soit réservée aux gouvernements nationaux ;

■ et ensuite, que la séance de clôture publique permette au Québec de jouer un rôle particulier, ce qui laissait entendre l'annonce de la tenue du deuxième Sommet francophone à Québec, dans deux ans.

Percée diplomatique

Le premier ministre a par ailleurs précisé hier que la participation québécoise au Sommet de Paris est une exceptionnelle percée diplomatique pour le Québec.

« C'est (même) un précédent qu'un gouvernement d'un ensemble fédéré puisse avoir la chance de s'exprimer sur la scène internationale », a-t-il commenté.

Plus tard en soirée, à la clôture du dîner offert par son gouvernement, comme pour appuyer son propos, M. Bourassa devait ajouter que les pays participants ont le devoir de donner

au travaux du Sommet un tour résolument concret.

« Nous pouvons faire des choses remarquables ensemble, peut-on lire dans son discours remis aux journalistes, dans les domaines les plus vitaux du développement et du progrès de nos peuples. »

« Et, ajoute-t-il, nous pouvons faire ces choses en français pour nous-mêmes, mais également pour l'enrichissement de la grande communauté internationale. »

M. Bourassa estime de plus que pour le Québec, la francophonie doit être moderne, généreuse et enracinée, tout en étant ouverte sur l'avenir. « C'est pourquoi, il me semble que nous devrions nous attaquer en priorité et, sans doute pour de longues années, aux problèmes majeurs qui concernent le développement économique et les conditions mêmes de ce développement. »

Il a aussi dit que le Québec demeure attaché à son histoire, à ses institutions et à sa réalité culturelle. « Le Québec a toujours été et il demeurera toujours le point d'appui du fait français au Canada. »

Enfin, le premier ministre du Québec croit que la francophonie doit apparaître pour ce qu'elle est, soit une idée rentable et généreuse.

« Nous avons la chance historique, a-t-il conclu, de bâtir une communauté originale, d'inventer ensemble une part de notre avenir, de proposer à la jeunesse à l'échelle du monde, avec force et ouverture de la réalité et de la générosité de la grande communauté francophone internationale. »